



Le 26 août 2026

Cher partenaire,

Je vous écris à un moment que je sais difficile et incertain pour bon nombre de vos membres.

Les derniers développements dans les relations commerciales entre le Canada et les États-Unis exercent une pression réelle sur les entreprises partout au pays. Les droits de douane et les contre-mesures, combinés à des changements plus généraux dans le commerce mondial et les chaînes d'approvisionnement, obligent les entreprises à prendre des décisions difficiles concernant leurs activités, leurs investissements et leurs projets d'avenir. C'est pourquoi nous avons apporté des ajustements à notre crédit afin de le rendre plus souple et mieux adapté aux besoins des entreprises.

Le Crédit pour les grandes entreprises touchées par les droits de douane (CGETDD) offre des liquidités garanties par le gouvernement aux grandes entreprises canadiennes admissibles touchées par des droits de douane réels ou potentiels et les contre-mesures qui en découlent. Depuis son lancement en mars 2025, le CGETDD a fourni un soutien en matière de liquidités de 825 millions de dollars à des entreprises canadiennes dans divers secteurs touchés.

En réponse à l'intensification récente des tensions commerciales, le gouvernement fédéral a assoupli le programme afin de mieux répondre aux besoins des entreprises. La période de soutien en liquidités a été prolongée de 24 à 36 mois, et la durée maximale des prêts est passée de 10 à 15 ans.

Depuis des générations, l'économie canadienne est étroitement liée à celle des États-Unis. La rapidité et l'ampleur des changements en cours suscitent, à juste titre, des inquiétudes dans bon nombre de nos secteurs stratégiques. Les entreprises doivent s'adapter rapidement à des circonstances qui échappent en grande partie à leur contrôle.

À la CFUEC, nous sommes conscients de la gravité de la situation et des répercussions qu'elle pourrait avoir sur vos secteurs, vos entreprises et vos travailleurs. Je tiens à ce que vous et vos membres soyez au courant des mesures de soutien financier offertes par le gouvernement fédéral pour aider les entreprises canadiennes par ailleurs viables à faire face à ces pressions.

La CFUEC, qui fait partie du Groupe de sociétés de la Corporation de développement des investissements du Canada (CDEV), administre ce programme pour le compte du gouvernement du Canada. Notre rôle est clair : travailler aux côtés des grandes entreprises canadiennes viables confrontées à des perturbations importantes et leur offrir un soutien financier pour les aider à demeurer résilientes dans un contexte d'incertitude exceptionnelle.

Pour les entreprises admissibles, ce soutien peut leur offrir une marge de manœuvre importante, en les aidant à maintenir leurs activités, à préserver leur capacité de production et à leur donner le temps de s'adapter à un environnement commercial en pleine évolution.

Les entreprises admissibles sont de grandes sociétés canadiennes financièrement solides dont les activités sont touchées par des droits de douane réels ou potentiels. Pour être admissibles, elles doivent notamment générer environ 150 millions de dollars ou plus en revenus annuels au Canada, y compter une main-d'œuvre ou une présence opérationnelle importante et avoir d'abord exploré les options de financement offertes sur le marché. Pour en savoir plus sur le CGETDD, notamment sur les critères d'admissibilité et la procédure de demande, consultez le lien suivant : <https://ceefc-cfuec.ca/fr/cgetdd/>

Notre message à l'industrie canadienne est simple : vous n'avez pas à traverser cette période seuls. La CFUEC est là pour accompagner les entreprises qui ont besoin de soutien, et je vous encourage à faire connaître le CGETDD à vos membres qui pourraient en bénéficier.

Les entreprises canadiennes ont déjà fait preuve d'une résilience remarquable lors de périodes de perturbations par le passé. Nous voulons faire notre part pour les aider à traverser cette période et à se préparer pour la suite.

Cordialement,



Lorraine Audsley

Présidente et cheffe de la direction

Corporation de financement d'urgence d'entreprises du Canada